



Monatte Pierre, dit Lémont Pierre (1881-1960)

Par Colette CHAMBELLAND

**Né le 15 janvier 1881 à Monlet (Haute-Loire) ; mort le 27 juin 1960 à Paris ; correcteur d'imprimerie ; militant syndicaliste révolutionnaire ; fondateur en 1909 de *la Vie ouvrière* et en 1925 de *la Révolution prolétarienne*.**

Né à Monlet (Haute-Loire) le 15 janvier 1881 d'une mère dentellière et d'un père maréchal ferrant-forgeron, Pierre Monatte entra comme boursier au collège de Brioude. A quinze ans, il adhéra aux Jeunesses socialistes de Clermont-Ferrand et, à dix-sept ans, collabora au *Tocsin populaire du Berry et de l'Auvergne*, de tendance blanquiste. Il confia, plus tard, avoir été très marqué par la lecture, vers treize ou quatorze ans, des *Misérables* qui l'orientèrent vers le socialisme.

Après son baccalauréat, il devint répétiteur de collège dans l'académie du Nord ; successivement à Dunkerque en mai 1899, à Abbeville, au Quesnoy en 1901, à Condé-sur-Escaut en 1902. Il se lia avec le poète Léon Deubel et avec des militants syndicalistes de la région, surtout avec Delzant, militant verrier de Fresne-sur-Escaut. Il lisait assidûment les publications anarchistes et fréquentait les réunions des groupes du Nord.

Supportant mal les contraintes administratives de la vie de collègue, il démissionna au début de 1902 pour venir à Paris. Il avait fait la connaissance de Charles Guieysse et Maurice Kahn, animateurs de *Pages libres*, qui avaient été frappés par la qualité des commandes de librairie de cet abonné du Nord. Ceux-ci l'embauchèrent comme employé à l'administration de leur revue et à la librairie qui lui était attenante. Il y fit connaissance d'Alphonse Merrheim, d'Emile Pouget. Il contribua à la fondation du syndicat des employés de librairie, participa aux activités des étudiants socialistes révolutionnaires internationalistes. à côté de son activité professionnelle, il collaborait aux *Temps Nouveaux* et au *Libertaire* (il en assura même, durant une courte période, le secrétariat de rédaction).

En 1904, pour avoir plus de liberté, il devint correcteur d'imprimerie (métier qu'il devait exercer jusqu'en 1952). La même année, Emile Pouget le fit entrer au comité confédéral de la CGT comme représentant de la Bourse du Travail de Bourg-en-Bresse.

Aux obsèques de Louise Michel, en janvier 1905, Benoît Broutchoux, qui était sous le coup d'une inculpation et devait entrer en prison à Béthune, demanda à Monatte de le remplacer à la rédaction de *l'Action syndicale* de Lens, organe hebdomadaire du "Jeune syndicat" des mineurs du Pas-de-Calais. Monatte passa toute l'année 1905 dans ce département, nouant des contacts solides avec les militants (en particulier avec Georges Dumoulin et Dehay), affermissant ses liens avec le monde ouvrier. Il prit surtout une expérience directe du journalisme syndical et de là datèrent sans doute l'importance et l'intérêt qu'il attacha toute sa vie à la presse, comme mode d'action privilégié.

Au cours de ce séjour, Monatte eut sa première condamnation. Lors du procès de Broutchoux, à l'énoncé de la peine de celui-ci, il cria " à bas le tribunal" et fut condamné à six mois de prison. Après quinze jours d'internement à Béthune, il fut transféré à Douai et son avocat, Ernest Lafont, lui obtint le sursis.

A la fin de 1905 il regagna Paris et reprit son travail de correcteur, mais retourna dans le Pas-de-

Calais en mars 1906 au moment de la catastrophe minière de Courrières et de la grande grève des mineurs qui suivit. Monatte participa activement aux travaux du comité de grève et rédigea pour les *Temps Nouveaux* une série d'articles où il incitait à l'organisation syndicale : "Les 1200 cadavres donnent une leçon cruelle, mais significative aux mineurs du bassin houiller du Pas-de-Calais et d'ailleurs. Ils resteront longtemps devant les yeux de la classe ouvrière tout entière comme un exemple de la cupidité et de l'inclairvoyance capitalistes. Ils diront à tous ceux qui ont compris que pour éviter de telles catastrophes, il était nécessaire de ne plus être des soumis, des isolés et des indifférents, quelle activité, quelle ardeur il faut apporter à la préparation de l'oeuvre révolutionnaire qui aboutira à l'administration du travail par les travailleurs eux-mêmes."

Avant le 1er mai 1906, Monatte fut arrêté une nouvelle fois, inculpé de menées anarchistes par le juge d'instruction de Béthune. On y mêla l'histoire d'un prétendu complot fomenté par les syndicalistes révolutionnaires liés aux agents bonapartistes, allant jusqu'à accuser Monatte d'avoir touché 75000F du comte Durand de Beauregard pour fomenter des troubles et, en particulier, la grève des mineurs du Pas-de-Calais.

Relâché, Monatte rejoignit Paris et son action dans le milieu syndical s'affirma peu à peu, sans qu'il aspirât à prendre un poste de responsabilité. Volontairement, il resta éloigné de toute fonction. Son influence était discrète, s'exprimant par son action au sein du comité confédéral, ses contacts personnels et ses articles, ce qui devait rester un des caractères dominants de son ascendant. Par exemple, s'il n'intervint pas au congrès de la CGT à Amiens en 1906, il en commenta les travaux pour les *Temps Nouveaux*. Il y parlait, encore, en militant anarchiste : "Les anarchistes n'ont certes pas créé le mouvement syndicaliste actuel qui fait la force de la classe ouvrière française, mais ils y ont collaboré pour une part honorable. Et ce n'est pas d'eux que les syndicalistes purs ont à craindre une influence déviatrice. Est-il dans nos visées de subordonner le syndicat à une autre action ? Non pas. à quoi d'ailleurs chercherions-nous à le subordonner ? Notre ambition et notre espoir c'est de faire donner aux syndicats et aux individualistes un maximum d'efforts [...]. Tous nos efforts sont acquis au mouvement syndicaliste que nous voudrions voir progresser et se développer vers une telle puissance que l'action autonome de la classe ouvrière soit largement suffisante pour toutes les luttes et que bien des concours douteux puissent être remerciés."

Le congrès international anarchiste d'Amsterdam, en août 1907, fut pour Monatte l'occasion d'exposer pleinement sa conception du syndicalisme révolutionnaire qui possède sa structure, ses moyens d'action spécifiques sous la forme de l'action directe : "le syndicalisme, a proclamé le congrès d'Amiens, se suffit à lui-même. Cette parole, je le sais, n'a pas toujours été très bien comprise, même des anarchistes. Que signifie-t-elle cependant sinon que la classe ouvrière, devenue majeure, entend enfin se suffire à elle-même et ne plus se reposer sur personne du soin de sa propre émancipation ? [...]. Le syndicalisme ne s'attarde pas à promettre aux travailleurs le paradis terrestre. Il leur demande de le conquérir, en les assurant que leur action jamais ne demeurera tout à fait vaine. Il est une école de volonté, d'énergie, de pensée féconde. Il ouvre à l'anarchisme, trop longtemps replié sur lui-même, des perspectives et des espérances nouvelles." Dans ce discours Pierre Monatte tenait à se rattacher à la tradition des militants de la Première Internationale et de Fernand Pelloutier qui restèrent toujours ses exemples. En 1908, pour échapper au mandat d'arrêt lancé contre les militants de la CGT au moment de l'affaire de Villeneuve-Saint-Georges, il se rendit en Suisse où il séjourna quelques mois sous le pseudonyme de Louis Baud.

A son retour à Paris, Pierre Monatte travailla à l'imprimerie confédérale. Deux journalistes, M. Leclercq et Girod de Fléaux, l'ont fort bien caractérisé dans leur ouvrage *Ces messieurs de la CGT* : "Il faut vivre dans la fréquentation des plus grands chefs pour connaître Monatte [...]. Assistant aux débats du comité confédéral, consulté par les secrétaires chaque fois que ceux-ci ont une décision importante à prendre, apprécié par Pouget, écouté par Griffuelhes même, Monatte incarne l'hommage spontanément rendu à une culture et à une instruction supérieures."

1909 fut une année importante dans la vie et dans l'action de Monatte : il se maria et il fonda *la Vie ouvrière*. S'il prit la décision de publier une revue, ce fut, en grande partie, à cause de l'échec du quotidien syndicaliste d'Emile Pouget : *La Révolution*. Pouget lui avait confié la rubrique - capitale pour un journal syndicaliste - du mouvement social et avait même souhaité lui donner le secrétariat de rédaction, tâche qu'il avait gardée, mais qui l'accablait. Aux prises avec des difficultés de tous ordres - mais, surtout, financières - l'équipe ne put maintenir le quotidien plus de quarante jours (il parut du 1er février au 28 mars).

Cet échec ne découragea pas Monatte. La crise du mouvement syndical, avec la démission de Griffuelhes, l'élection de Niel, le manque de formation des militants l'incitaient à poursuivre une action primordiale pour lui. Avant de penser aux grands effectifs, il estimait qu'il fallait porter son attention sur les militants et travailler pour eux. Il organisa plusieurs réunions avec Merrheim, Picart, Dunois, Delaisi pour trouver le moyen le plus efficace. Ceux-ci pensaient surtout à des brochures, mais Monatte préférait une revue. Cela lui paraissait d'autant plus nécessaire que *Pages libres* disparaissait, absorbée par la *Grande Revue* et qu'une crise interne pouvait faire craindre un dépérissement du *Mouvement socialiste*. Le titre fut choisi : *La Vie ouvrière*, d'après le titre de l'ouvrage de Pelloutier. Il fallait rassembler une équipe et, d'abord, trouver les fonds.

Pierre Monatte a raconté les débuts de la *Vie ouvrière* dans la *Révolution prolétarienne* (octobre, novembre, décembre 1909, janvier 1910) et sa collecte des fonds nécessaires au démarrage : James Guillaume donna 1000F; Charles Keller, 600F ; Otto Karmin, 500F ; Charles Guieysse, 1300F ; Maurice Kahn, 300F et Georges Moreau, 200F. Monatte devait assurer les charges de la rédaction et de l'administration avec le salaire d'un correcteur. La revue s'installa, 42, rue Dauphine, VIe arr., dans un modeste local et déménagea en 1911 au 96, quai Jemmapes, Xe arr., à proximité de la CGT, rue de la Grange-aux-Belles.

Le rassemblement des collaborateurs fut facile. Griffuelhes, Jouhaux, Yvetot, Merrheim, Picart, Nicolet, Garnery, Delzant, Dumoulin, Dunois, Guillaume avaient promis leur collaboration. La VO disposait au départ d'un milieu assez large.

Pour ne pas être soumis aux aléas de la vente au numéro, Monatte attachait une importance toute particulière à l'administration et à la collecte des abonnés. Dans chaque numéro, il faisait le point sur les résultats, les nouveaux abonnés étaient indiqués, par département. On peut ainsi dresser une carte très précise de la marche de la revue et de son rayonnement. Le premier numéro du 5 octobre 1909 fut envoyé à 5000 "possibles" ; en décembre 1909 il y avait 550 abonnés; au bout d'un an, 900 ; en janvier 1911, 1350 ; en janvier 1912, 1750 ; en juillet 1914, 1950. Ces chiffres sont très honorables si on les compare aux 700 abonnés du *Mouvement socialiste*, aux 600 de la *Revue syndicaliste*, aux 300 de la *Revue socialiste*. Néanmoins, ce chiffre d'abonnés ne permettait pas une trésorerie facile et Monatte se débattait toujours au milieu des difficultés financières.

Le premier numéro de cette petite revue à couverture grise parut le 5 octobre 1909. La "Lettre familière" aux cinq mille abonnés possibles, rédigée par Monatte et publiée en couverture, donnait parfaitement le ton : " *La Vie ouvrière* sera une revue d'action [...] Nous voudrions qu'elle rendît des services aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur [...] Nous n'avons ni catéchisme ni sermon à offrir. Nous ne croyons même pas à la toute-puissance de l'éducation ; car nous croyons que la véritable éducatrice, c'est l'action... Tous nous sommes unis sur le terrain syndicaliste révolutionnaire et nous proclamons nettement anti-parlementaires. Tous aussi, nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale, et... par-dessus tout, ardents !"

Monatte trouva dans la confection de la *Vie ouvrière* l'action qui convenait le mieux à son

tempérament. Il avait des idées très précises sur la conception d'une revue qu'il définit comme un "foyer de coopération intellectuelle syndicaliste", un lieu d'échanges où les militants puissent trouver et apporter des renseignements sur leurs luttes. Chaque quinzaine, il souhaitait un grand article sur le fait saillant ; les autres articles devaient être variés et traiter des problèmes économiques et sociaux, tant français qu'étrangers. Les différentes rubriques prirent forme peu à peu : " A travers les livres", " A travers les revues", " A travers les journaux patronaux", "Lettres de l'Internationale", "La quinzaine sociale" ou "Parmi nos lettres". Monatte tenait tout particulièrement aux contacts avec les lecteurs qu'il souhaitait associer à la vie de la revue. Il prit l'habitude de rédiger un "Entre nous" où, sur un ton familier, il évoquait l'état des abonnements, les efforts à fournir, les difficultés, les projets rédactionnels.

Si Monatte fut l'animateur incontesté de la *Vie ouvrière*, celle-ci était cependant le fruit du travail d'une équipe, de ceux que Monatte appela le "noyau". Il s'agissait d'un comité de rédaction informel. Simplement, les militants proches de la revue venaient au siège. On discutait les projets, on apportait les articles, on évoquait non seulement les problèmes de la revue, mais ceux, plus généraux, de l'évolution syndicale. Ce n'est que sur la couverture du n° du 5 octobre 1913 que parurent les noms des membres de ce noyau : secrétaire de rédaction : P. Monatte ; administrateur : C. Voirin ; le "noyau" : Henri Amoré, Léon Clément, Charles Delzant, Maurice Dubois, Pierre Dumas, Georges Dumoulin, James Guillaume, G. Lapierre, Alphonse Merrheim, A. Picart, Alfred Rosmer, V. Roudine, etc. Au hasard des rencontres d'autres militants participaient aux réunions. La *Vie ouvrière* était ainsi amenée à jouer un rôle qui dépassait celui d'une revue et qui représentait vraiment la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la CGT. L'action de Monatte, en tant que responsable de la *Vie ouvrière*, l'amena ainsi à jouer un rôle direct et important dans la vie de la Confédération.

En 1911, l'idée d'un quotidien syndicaliste fut reprise par la tendance syndicaliste-révolutionnaire de la CGT, plus spécialement par Griffuelhes. Monatte fut, bien sûr, associé aux réunions préparatoires et proposa le titre *Le Travail*. On lui préféra le titre de Griffuelhes la Bataille syndicaliste. Le 27 avril 1911 parut le premier numéro. Griffuelhes avait pris en main la direction et l'administration, une solide équipe de rédacteurs l'entourait. En juin, les premières difficultés commencèrent avec l'épuisement des fonds de départ. Griffuelhes désira alors interrompre cette expérience. La majorité du conseil d'administration de la *Bataille syndicaliste* souhaitait poursuivre, en intensifiant l'effort de diffusion. Griffuelhes se retira et le conseil prit acte de sa démission, ce qui entraîna une cassure entre Griffuelhes et l'équipe de la *Vie ouvrière* qui se sentait liée à cette expérience. Monatte refusa cependant de prendre en main l'administration de la *Bataille syndicaliste*, ne voulant pas qu'on puisse dire que tout ce qui avait été fait pour maintenir le quotidien venait du désir d'en prendre les rênes.

Cependant, le partage entre la *Bataille syndicaliste* (où les discussions s'aigrirent en même temps que les difficultés s'accroissaient) et la *Vie ouvrière* devenait difficile pour Monatte. Désireux de ne plus se consacrer qu'à la *Vie ouvrière*, il démissionna à la fin de 1912 du conseil d'administration de la *Bataille syndicaliste*.

Malgré les difficultés, la *Vie ouvrière* se développait. Etouffant dans ses 64 pages, elle paraissait désormais sur 80 pages. Monographies d'industries, d'organisations, études de fond se faisaient plus amples, les rubriques plus nourries.

En mai 1914, une réorganisation intervint pour rendre le travail plus efficace : Monatte confia la responsabilité de la rédaction à Alfred Rosmer et garda l'administration, tâche qui lui avait toujours paru capitale pour le développement de la revue. Pour la première fois depuis de longues années, Monatte se sentit alors libre de prendre des vacances. En juillet, il repartit pour son pays natal. La mobilisation le ramena très vite à Paris où il rencontra une atmosphère de désarroi. Il ne semble pas qu'il ait eu une minute d'hésitation ; son internationalisme restait entier et il ne lui semblait pas pensable d'entrer dans le courant de l'union sacrée. Il lui paraissait impossible de continuer à faire paraître la *Vie ouvrière*. Appartenant au service auxiliaire, donc

non mobilisable, se trouvant sans travail, il regagna alors Monlet. En 1960, dans ses *Souvenirs*, il écrivait : "J'avais reçu un coup de massue. J'avais besoin d'aller ruminer et cuver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué ? La guerre avait-elle balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays? [...] Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût."

Tout de suite, dans sa volonté de résister au déferlement du patriotisme, il avait rencontré l'accord de Rosmer, puis celui de Dumoulin, enfin celui de Merrheim. Quand il rentra à Paris en octobre, les amis de la VO non mobilisés prirent l'habitude de se réunir dans la boutique du Quai Jemmapes, formant un petit noyau de résistance où chacun se sauvait ainsi du désespoir d'être seul et cherchait un mode d'action possible. Pierre Monatte fut le premier à marquer publiquement son désaccord à la politique menée par la CGT depuis la déclaration de guerre. à la fin de décembre 1914, il démissionna du comité confédéral pour protester, plus particulièrement, contre son refus de participer à une conférence socialiste internationale, projetée par les parties socialistes scandinaves. Pour lui, la CGT s'était "deshonorée". Désireux d'informer les militants, il fit imprimer sa lettre de démission et l'adressa à de nombreux militants responsables d'organisations syndicales.

Au même moment, Monatte passa devant un conseil de révision et fut versé dans le service armé. En janvier 1915, il rejoignit le 252<sup>e</sup> régiment à Montélimar où il resta un an avant de partir pour le front où il fit la guerre en premières lignes et où il fut même décoré pour faits de guerre.

Pendant toute la guerre, il fut tenu au courant, associé aux initiatives de l'ancien noyau de la *Vie ouvrière* qui voulait maintenir l'internationalisme prolétarien. Alfred Rosmer, Merrheim, Marcel Martinet, qui étaient restés à Paris, l'informaient régulièrement de l'état d'esprit, de l'action envisagée. Georges Dumoulin lui écrivait régulièrement du front. Monatte, par ses lettres, leur servait de conseiller et de guide. Il approuva la parution des *Lettres aux abonnés de la VO*.

Au début de 1917, il écrivit une série d'articles "Réflexions sur l'avenir syndical" pour l'école émancipée (qu'il réédita en 1921 dans les *Cahiers du Travail*). Il s'y livrait à une critique du syndicalisme d'avant-guerre qui "ne brillait point par le nombre de ses adhérents" et qui n'avait pas, non plus, suffisamment de militants formés et actifs. Il souhaitait, pour l'avenir du syndicalisme, des minorités clairvoyantes, pourvues d'une solide culture, incitait à la constitution de cercles ouvriers et traçait un véritable plan de travail pour l'après-guerre: "Il s'agit de trouver les laboureurs qui, dans le froid glacial de l'indifférence, traceront les premiers sillons et prépareront la terre."

Le succès de la révolution russe lui fit espérer en de nouvelles possibilités révolutionnaires pour le reste de l'Europe. Mais il fallut attendre sa démobilisation en mars 1919 pour le voir prendre des positions publiques. Deux tâches lui apparaissaient essentielles : soutenir la révolution russe et, si possible, créer des prolongements français; rénover la CGT et lui donner une orientation révolutionnaire.

Le premier projet consistait à faire reparaître la *Vie ouvrière* à la formule "revue" d'avant guerre, Monatte et Rosmer préféraient l'hebdomadaire, plus adapté aux nécessités de l'action. Le 30 avril 1919, le premier numéro de la nouvelle série paraissait. à côté des tâches absorbantes de la direction du journal, Monatte animait la minorité syndicale. Au congrès de la CGT, à Lyon (15, 21 septembre 1919), son discours fut le plus net ; il y parla en chef de la minorité, attaquant le bureau confédéral sur la politique d'union sacrée pendant la guerre, sur ses insuffisances au moment du 1<sup>er</sup> mai 1919, son manque de vigueur révolutionnaire, la faiblesse de son soutien à la révolution russe.

L'action de la minorité se coordonna à la suite du congrès avec la création d'un comité provisoire minoritaire dont Monatte était le secrétaire. A la fin de l'année, les comités syndicalistes révolutionnaires prenaient la relève du comité. Monatte souhaitait l'adhésion à la IIIe Internationale et entretenait des relations avec les dirigeants bolchéviques, mais son activité restait sur le terrain syndical, le problème du parti ne se posant pas, pour lui, à cette époque.

Le 3 mai 1920, Monatte fut arrêté avec un certain nombre d'autres militants sous l'inculpation de complot contre la sûreté intérieure de l'état. Il resta détenu au quartier politique de la Santé jusqu'à son acquittement en mars 1921. Il continua à écrire de nombreux articles dans la *Vie ouvrière* sous le pseudonyme de Pierre Lémont (anagramme de Monlet, son village natal), mais il se trouvait ainsi écarté du mouvement syndical à la période où les divergences s'accusaient, où la scission commençait à menacer. A l'issue du congrès d'Orléans, une réunion des syndicats minoritaires élut un comité central des CSR avec Monatte comme secrétaire (Godonnèche le remplaçant pendant son emprisonnement). Cette réunion décida l'adhésion à l'Internationale communiste, premier élément de rupture avec la direction confédérale. En février 1921, le CCN affirma que les organisations adhérant à l'Internationale de Moscou se placeraient par elles-mêmes en dehors de la CGT. La minorité se développait et, au congrès de Lille, les votes n'enregistrèrent qu'une faible différence. Mais Monatte se sentait, alors, en désaccord avec une partie des CSR et il quitta en mai le comité central où il fut remplacé par trois anarchistes. En effet, Monatte souhaitait éviter la scission syndicale et tenter de conquérir la CGT de l'intérieur, les progrès mêmes de la minorité lui paraissant rendre cette action possible. Il se heurtait très violemment aux anarchistes des CSR. Quand, avec le congrès minoritaire du 22 décembre 1922, la scission fut effective, Monatte ne l'approuva pas et titra son article de la VO "Fichues étrennes".

En janvier 1922, Monatte quitta la direction de la *Vie ouvrière*. Il venait d'avoir un grave accident de santé, mais, surtout, il avait ressenti la scission comme un échec et ne se sentait plus le cœur pour continuer la *Vie ouvrière*. En ce début d'année, la position de Monatte était difficile et il en ressentait les incertitudes. Hostile à la scission syndicale, il la voyait s'effectuer ; partisan malgré tout de la nouvelle centrale, il ne pouvait y adhérer puisque son syndicat des correcteurs restait à la CGT et qu'il ne voulait pas en briser l'unité. Passionnément attaché à la Révolution russe, il lui fallait remettre en cause des éléments essentiels de sa conception du syndicalisme révolutionnaire (les réactions au 1er congrès de l'ISR avaient bien marqué cette difficulté d'accepter une liaison entre l'Internationale politique et l'Internationale syndicale). Soutenant l'action du Parti communiste, il ne se décidait pas à y adhérer, moins par hostilité théorique que par réserve en face de la fraction dirigeant alors le parti et par méfiance envers Frossard et Cachin. Cependant, si Monatte n'adhérait pas au parti, il entra à *l'Humanité* en mars 1922 comme rédacteur à la vie sociale, où il suivait de près la vie syndicale. Ses articles lui permettaient de jouer un rôle dans la CGTU tout en n'en étant pas adhérent. Il y lutta contre son bureau provisoire et la tendance anarchiste qu'il représentait et fut d'ailleurs l'objet de nombreuses attaques dans la presse anarchiste. Son attitude était tout à fait nette : soutien de la fraction communiste de la CGTU, adhésion à l'ISR, liaison et accord, mais non subordination des syndicats au parti. D'autant plus que le parti communiste, tel qu'il était, lui apparaissait insuffisamment soucieux des préoccupations ouvrières.

Après le deuxième congrès du Parti communiste (15-19 octobre 1922), Monatte démissionna de *l'Humanité*. Au nom de la gauche ouvrière il rédigea une déclaration, publiée dans le *Bulletin communiste* du 9 novembre, où il souhaitait l'accord avec Moscou et la création d'un véritable Parti communiste. Ainsi, Monatte, tout en n'étant pas encore adhérent (malgré les incitations pressantes de Trotsky et de Rosmer), était mêlé très étroitement à la vie du Parti communiste. Il y adhéra en mai 1923, alors qu'il venait d'entrer comme chef de la rubrique "Vie sociale" à *l'Humanité*. En janvier 1924, il fut élu membre du comité directeur.

La mort de Lénine, la crise ouverte par sa succession, les discussions sur le "cours nouveau", la bolchévisation entreprise dans le parti français par Treint et Suzanne Girault devaient amener un

malaise grave. Déjà, le 13 mars, Monatte avait voté au comité directeur contre la proposition du Bureau politique de retirer à Souvarine la direction du *Bulletin communiste*. Désormais, Monatte fut, avec Rosmer et Souvarine, constamment attaqué par Treint dans le *Bulletin communiste* qui les accusait d'être liés à l'opposition russe et de favoriser les thèses de Trotsky. Après un article particulièrement violent, Monatte donna le 22 avril 1924 sa démission de *l'Humanité*, écrivant à Louis Sellier : "Simple membre du parti, j'aurai les coudées plus franches pour défendre mon point de vue." Malgré une lettre de Losovsky et un télégramme de Zinoviev, Monatte n'assista pas au Ve congrès de l'Internationale communiste dont les discussions devaient aggraver le malaise.

L'opposition fut alors attaquée violemment et méthodiquement. Après la conférence des secrétaires fédéraux des 21 et 22 septembre, Monatte, avec Rosmer et Delagarde, s'adressa au comité directeur, pour essayer de fixer leur position : "Nous sommes entrés au parti pour servir la révolution ; il n'a pas dépendu de nous que nous la servions ailleurs que dans le rang ; on ne réussira pas à nous faire passer pour des saboteurs du Parti et de la préparation révolutionnaire du prolétariat."

Devant l'absence de réponse et la poursuite des attaques, Monatte, Rosmer et Delagarde firent paraître, le 22 novembre 1924, une "lettre aux membres du Parti communiste", diffusée avant le congrès de Paris. C'était une critique violente des méthodes maladroites et rigides du parti, de la bureaucratie qui s'installait (et non du principe de la réorganisation en cellules). La lettre se terminait ainsi : "L'importance du congrès prochain ne peut échapper à l'ensemble des membres du parti. Ce qui est important, ce n'est pas que nous puissions y être frappés d'exclusion, c'est que, sous l'étiquette de la bolchévisation, on y aggrave les méthodes autocratiques actuelles qui sont bien le plus flagrant désaveu du bolchévisme et du communisme."

En novembre 1924, Monatte était exclu du Parti communiste. L'expérience d'un parti était ainsi terminée pour lui. Son exclusion ne lui causait d'ailleurs pas d'amertume et il restait communiste, considérant que le parti prenait une orientation qui l'éloignait des principes mêmes du communisme.

Cela ne voulait pas dire qu'il se retirait de l'action, mais celle-ci allait prendre une autre forme. Monatte, avec un "noyau" d'amis exclus en même temps que lui, fondait une revue, retrouvant ainsi une forme de militantisme dans laquelle il était particulièrement à l'aise.

En janvier 1925 paraissait le premier numéro de la *Révolution prolétarienne*, revue mensuelle syndicaliste-communiste. Le premier numéro publiait la "Deuxième lettre aux membres du parti communiste" de V. Delagarde, P. Monatte, et Alfred Rosmer où ils s'affirmaient "aussi sûrs d'avoir accompli notre devoir aujourd'hui, en 1925 [...] que Monatte pouvait l'être en 1914 quand il écrivait sa lettre de démission au comité confédéral".

Dans la *Révolution prolétarienne*, en dehors des études consacrées à de grands problèmes syndicaux (l'unité syndicale, la direction unique, comptes rendus des congrès de la CGT), Pierre Monatte rédigea de façon régulière, jusqu'en 1931, le "Carnet du Sauvage". Petites notes de style familier et bonhomme (mais bonhomme à la dent parfois dure), il y livrait ses réflexions du mois, en toute indépendance d'esprit.

Pierre Monatte avait repris sa place de correcteur d'imprimerie et militait, à la base, au syndicat des correcteurs. Son action pendant ces années allait être très différente de la période précédente. Elle s'exerçait par son activité à la *Révolution prolétarienne*, par ses articles, par la multitude des contacts personnels qu'il savait nouer avec les militants les plus divers, par la très nombreuse correspondance qu'il entretenait. Son influence est ainsi difficile à mesurer.

Sa position était claire : il fallait lutter à la fois contre le réformisme et contre la déviation du communisme. Il dénonçait aussi bien la vieille CGT incapable de trouver un souffle

révolutionnaire et les organisations communistes aux prises avec ce qui était pour Monatte un mal irréparable : la bureaucratie, la dictature. Avec ses camarades de la *Révolution prolétarienne*, il fut parmi les premiers à dénoncer l'évolution de l'état russe. Pour eux, la marche au pouvoir de Staline, puis l'établissement de son système n'étaient que de monstrueuses parodies du bolchévisme. Tous tenaient à être antistaliniens tout en s'affirmant communistes. Mais ils luttèrent aussi contre le capitalisme, contre le colonialisme français (certaines des campagnes de la *Révolution prolétarienne* sur la Tunisie, sur l'Indochine aidèrent à la prise de conscience des problèmes coloniaux par le mouvement syndical). La montée des fascismes, du danger de guerre les alarmaient. On retrouve, dans les articles de Monatte, tous ces aspects. Cela lui valut d'être attaqué des divers côtés et, en 1927, il pouvait titrer un de ses articles "Seuls contre tous".

En 1930 il fit partie du comité des 22 pour l'unité syndicale qui réunissait des militants autonomes, confédérés et unitaires. Il était, en effet, persuadé de l'importance de la réunification syndicale. Mais elle supposait, pour lui, une évolution de chacune des deux centrales, le renforcement dans chacune d'une minorité syndicaliste révolutionnaire, refusant la voie réformiste comme la subordination au parti communiste.

Les efforts du comité des 22 n'aboutirent pas, mais Monatte n'en conçut pas de découragement. Il tira les leçons de cette expérience dans la *Révolution prolétarienne*, pensant que cela avait tout de même pu faire évoluer les idées sur l'unité syndicale.

La réunification de 1935, le Front populaire, et, surtout, les grèves de juin 1936 le confirmèrent dans une idée qui lui était chère: les idées révolutionnaires ne meurent pas dans la classe ouvrière, elles s'enterrent comme des graines sous la neige et renaissent quand la classe ouvrière reprend, comme en juin 1936, confiance en elle et ne compte que sur elle seule et non sur les partis ni sur les hommes qui sont censés la représenter.

Devant la montée du fascisme et les menaces de guerre, Pierre Monatte gardait les idées internationalistes qui avaient toujours été les siennes. Il adhérait au comité syndical d'action contre la guerre et le fascisme et au comité de vigilance des intellectuels antifascistes.

A la déclaration de guerre de 1939, le noyau de la *Révolution prolétarienne* décidait de ne plus faire paraître la revue, ne pouvant accepter ni la censure ni l'autorisation préalable. Monatte ne prit pas, pendant toute la guerre, de position publique. Profondément hostile à l'occupant hitlérien, il avait des contacts réguliers avec les membres de la résistance syndicale, et le noyau de la *Révolution prolétarienne* continua à se réunir clandestinement chaque mois, réunions auxquelles Monatte participait régulièrement. Pour lui, il fallait, tout en luttant contre l'occupant, ne pas cependant tomber dans le nationalisme ni dans l'union sacrée. La résistance n'ayant pas de caractère de classe, il ne croyait pas à la révolution comme suite probable de la libération.

Bien plus, au lendemain de la guerre, la participation des militants syndicaux à des postes de responsables, l'intégration marquée du syndicalisme à l'état, la force nouvelle du communisme (qu'il se refusait, tenant au terme de stalinisme, à appeler de ce nom), lui apparurent comme un recul des idées révolutionnaires, comme un danger pour le mouvement syndical.

En mai 1946, après le congrès confédéral, P. Monatte publia une courte brochure : *Où va la CGT ? Lettre d'un ancien à quelques syndiqués sans galons*. Il y faisait état des "débats fades et décevants" du congrès, s'étonnant qu'on n'eût pas discuté ni pris de positions fermes et révolutionnaires sur les grands problèmes: nationalisations, ravitaillement, vie chère, blocage des salaires, suspension du droit de grève. Il s'étonnait que la CGT pût "chanter des hymnes à la production", prendre des positions nationalistes. Il concluait: "Vous avez la chance de vivre une grande période du mouvement. Il ne s'agit pas de choisir entre le communisme et le désespoir. Le communisme, c'est aussi le désespoir pour après-demain, ou peut-être demain, pour tous ceux qui sont maintenant dans ses rangs, mais croient véritablement lutter pour l'émancipation



du prolétariat. Au diable le désespoir et le soi-disant parti communiste qui foule aux pieds lutte de classes et internationalisme."

L'autorisation préalable étant supprimée au début de 1947, le "noyau" décidait de faire reparaître la *Révolution prolétarienne*. Le premier numéro sortit en avril. Monatte y reprenait son "Carnet du Sauvage". Il y collabora de façon régulière jusqu'en 1951 (à cette date certaines prises de position trop proaméricaines l'écartèrent quelque peu), de façon plus épisodique ensuite, donnant en particulier des souvenirs sur le congrès d'Amiens, sur la fondation de la *Vie ouvrière*.

Sa position n'était ni facile ni confortable. Il avait retrouvé, plus forts que jamais, ses deux ennemis de l'avant-guerre : le réformisme et le stalinisme. Il s'agissait de lutter contre les deux, de dénoncer l'illusion révolutionnaire du stalinisme, mais d'en faire une critique révolutionnaire sans tomber dans les pièges de l'américanisme et de l'intégration à l'état. S'il soutint l'expérience de Force ouvrière, c'est parce qu'il pensait à la possibilité d'une orientation révolutionnaire de la nouvelle centrale. C'était une minorité qu'il soutenait, celle qui luttait contre le réformisme du Bureau confédéral. Il pensait qu'on pouvait y mener une oeuvre utile d'éducation.

A cette époque, Monatte travaillait toujours comme correcteur d'imprimerie à *France soir* (il prit sa retraite en 1952). Son bureau de la rue Réaumur comme son petit logement dans une HLM de Vanves virent passer bien des visiteurs français et étrangers. Curieux de tout et de tous, Pierre Monatte était un infatigable découvreur. A l'affût, par ses nombreuses lectures, de tout ce qui intéressait le monde ouvrier, il aimait qu'un secrétaire de syndicat, l'animateur d'une grève, un syndicaliste étranger vinssent le tenir au courant. Il était particulièrement disponible, s'en plaignant parfois, car cela l'empêchait de rédiger l'ouvrage sur Pelloutier qu'il aurait voulu faire. Le journal qu'il tint régulièrement est l'écho de la variété de ses préoccupations. Peu de ceux qui l'approchèrent ne furent pas marqués par sa personnalité. Il était resté résolument optimiste dans les destinées de la classe ouvrière, pensant que la flamme révolutionnaire pouvait diminuer, mais non s'éteindre. Après plusieurs opérations en 1958 et 1959, Monatte mourut d'une hémorragie cérébrale le 27 juin 1960, à son domicile.

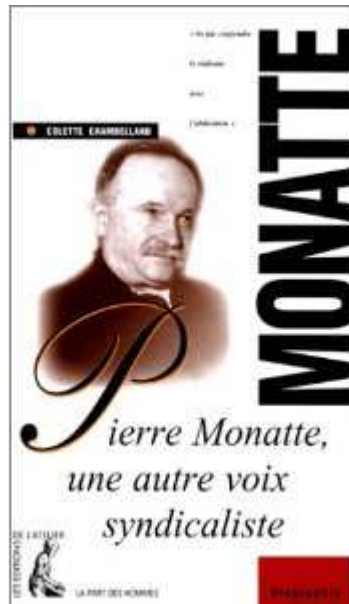
**OEUVRE** : *Réflexions sur l'avenir syndical*, Paris, Cahiers du Travail, 1921, 32 p. - *Les Commissions syndicales*, librairie de l'Humanité, 1924, 16 p. - *Lettre aux membres du parti communiste*, 1924, 19 p. - *Où va la CGT ?* Paris, 1946. 24 p. - *Trois scissions syndicales*, éditions ouvrières, 1958, 256 p.

Préface à *Socialisme et Liberté* de F. Brupbacher, Neuchâtel, 1955.

Collaborations : *Les Temps Nouveaux*, *La Révolution*, *La Bataille syndicaliste*, *La Vie ouvrière*, *l'Humanité*, *la Révolution prolétarienne*.

**SOURCES** : Archives Monatte déposées à l'institut français d'Histoire sociale publiées, pour l'essentiel, par C. Chambelland et Jean Maitron, sous le titre : *Syndicalisme révolutionnaire et Communisme. Les Archives P. Monatte*, Maspero, Paris, 1968.

Colette Chambelland



Titre : **Pierre Monatte** Auteur : C. Chambelland Editions de l'Atelier